

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 4 MARS 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1988 modifié régissant le fonctionnement des activités des ETS RONZON dans leur établissement situé 142, rue des Tanneries à SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Lyon en date du 4 décembre 2008 prononçant la liquidation judiciaire des ETS RONZON et désignant Maître Patrick-Paul DUBOIS en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 imposant des prescriptions complémentaires à Maître Patrick-Paul DUBOIS, liquidateur judiciaire des ETS RONZON, 142, rue des Tanneries à SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE ;

VU le rapport du 7 février 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté que Maître Patrick-Paul DUBOIS, liquidateur judiciaire des ETS RONZON n'a pas mis en place la surveillance complémentaire de la qualité des eaux souterraines, ni réalisé le mémoire de réhabilitation du site et l'analyse des Risques Résiduels (ARR) au droit du site des ETS RONZON ;

CONSIDERANT dans ces conditions, que Maître Patrick-Paul DUBOIS, liquidateur judiciaire des ETS RONZON ne respecte pas les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 susvisé ;

.../...

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'exiger de Maître Patrick-Paul DUBOIS, liquidateur judiciaire des ETS RONZON qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Maître Patrick-Paul DUBOIS, liquidateur judiciaire des ETS RONZON, 142, rue des Tanneries à SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 susvisé, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 4 MARS 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER